



## Un régime de croissance ralenti

L'économie calédonienne reste sur un rythme de croissance<sup>1</sup> mesuré: +1,4 % en 2015, tirée par une consommation des ménages solide. En valeur, le PIB<sup>2</sup> se chiffre à 956 milliards de F.CFP, stable par rapport à 2014. L'écart entre croissance nominale et croissance réelle s'explique principalement par la chute des prix des produits du nickel. Le PIB par habitant est de 3,49 millions de F.CFP, en légère baisse après trois années de hausse. La consommation des ménages continue à progresser mais l'investissement peine à trouver un second souffle depuis la fin du chantier de l'usine du Nord. Le marché du travail se dégrade, la croissance de l'emploi est faible en 2015 : le nombre d'emplois salariés s'établit à un niveau très légèrement supérieur à celui de l'année précédente (+0,1 %). Le déficit du commerce extérieur est atténué par une forte hausse des exportations en volume (+14,3 %) et une stagnation des importations (+0,1 % en volume). L'économie hors nickel présente des évolutions contrastées ; l'activité faiblit dans les branches d'activité qui dépendent de la demande des entreprises, alors que les services aux ménages gardent leur dynamisme. Au total, les deux effets se compensent et se traduisent par une croissance quasi-nulle de la sphère hors nickel.

Romuald Pidjot, Florian Renault, ISEE

### Produit Intérieur Brut

|                             | 2010 | 2011 | 2014e | 2015e |
|-----------------------------|------|------|-------|-------|
| PIB (milliards de F.CFP)    | 843  | 887  | 955   | 956   |
| PIB/hab (millions de F.CFP) | 3,37 | 3,49 | 3,55  | 3,49  |

e : estimation

Sources ISEE, Comptes économiques, CEROM

### La croissance moins rapide se confirme

Croissance réelle depuis 1998 (%)

|                      | Moyenne annuelle 1998/2011 | 2013e | 2014e | 2015e |
|----------------------|----------------------------|-------|-------|-------|
| PIB                  | 3,7                        | 3,0   | 1,3   | 1,4   |
| Consommation finale* | 3,5                        | 2,1   | 2,5   | 2,0   |
| Investissement       | 10,8                       | -9,2  | -6,8  | -3,8  |
| Importations         | 6,3                        | -1,4  | -1,2  | 0,1   |
| Exportations         | 1,3                        | 6,8   | 9,3   | 14,3  |

e : estimation

\* consommation des ménages + consommation des administrations publiques

Sources ISEE, Comptes économiques, CEROM

### La consommation des ménages ralentit

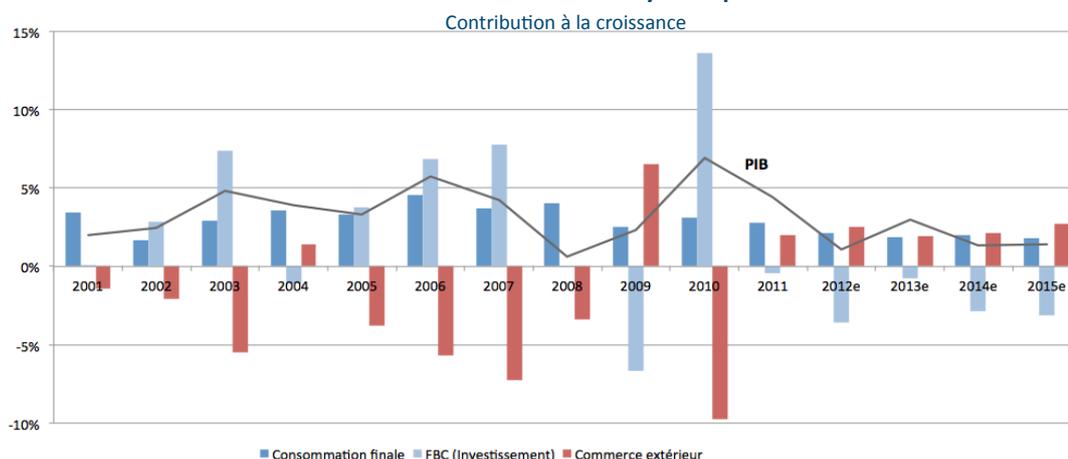
La consommation des ménages<sup>3</sup> progresse de +1,7 % par rapport à 2014. Elle représente 65 % du PIB, soit un point de plus qu'en 2014. Néanmoins sa croissance est très légèrement inférieure à celle de la population (+1,8 %).

Elle subit les effets d'un marché de l'emploi atone. L'emploi salarié ne progresse que très faiblement avec, comme en 2014, un soutien plus important dans le public (+0,8 %) que dans le privé (+0,0 %). C'est la plus faible évolution observée sur ces vingt dernières années. Parallèlement, les immatriculations au RIDET de personnes physiques s'accroissent (+2,7 % contre +1,2 % en 2014).

Les niveaux de salaires augmentent peu : le SMG progresse de 0,6 %, mais l'inflation<sup>4</sup> étant particulièrement faible, le pouvoir d'achat des ménages semble préservé.

Les indicateurs de consommation des ménages sont mitigés : les nouvelles immatriculations de véhicules sont en baisse (-6 %), de même que les encours de crédits à la consommation (-1 %) ; à l'inverse les importations de produits alimentaires augmentent (+4 %) ainsi que les voyages hors territoire (+2 %).

### L'économie calédonienne à un rythme plus faible



Sources ISEE, Comptes économiques, CEROM

ISEE : Directrice de la publication : V. Daudin  
 Chef du département des études économiques: F. Renault  
 Chargé de l'étude : R. Pidjot  
 Conception graphique : S. Araïc



## L'investissement ne s'effondre plus mais continue de diminuer

L'investissement<sup>5</sup> continue de baisser (-3,8 %) mais ne s'effondre plus comme c'était le cas depuis 2012. Le taux d'investissement s'établit à un niveau de 23 %, soit une part de valeur ajoutée proche de celle observée à la fin de la décennie, après le pic à 35 % des années 2010-2011.

La construction, qui représente les deux tiers de l'investissement, reste peu dynamique. Le secteur public semble cependant maintenir son effort d'investissement, et les ménages ont augmenté leurs achats immobiliers qui constituent l'essentiel de leur investissement.

Au sein de ce tableau économique incertain, les importations de matériel d'équipement (hors métallurgistes), augmentent cependant de 5 % et atténuent la baisse de l'investissement.

## Le nickel progresse en volume mais souffre en valeur

L'année 2015 est défavorable pour le secteur du nickel : les cours au LME baissent de 30 % en moyenne annuelle et la demande de latérites émanant de l'Australie chute. Cette évolution s'est accompagnée de tensions sociales entre les entreprises minières et le gouvernement au sujet des autorisations d'exportation vers la Chine.

La production de minerais hors effet-prix augmente néanmoins de 4,4 %. On observe de fortes disparités entre les exportations de sapolites (+30 %) et celles de latérites (-48 %). Du côté de la métallurgie, Vale NC et KNS continuent leur montée en charge, atteignant respectivement la moitié et un sixième de leur production nominale, en lien avec une meilleure maîtrise des procédés. Au final, l'activité globale du secteur continue de progresser grâce à la production en volume de l'activité d'ensemble des métallurgistes.

Néanmoins la baisse importante du cours du nickel pénalise la création de valeur ajoutée qui diminue de plus de 40 % passant de 37 milliards de F.CFP à 20 milliards de F.CFP en 2015.

## Des évolutions sectorielles contrastées

Si l'évolution de l'emploi salarié est plus faible que l'an passé, la création d'entreprises reste stable (+0,1 %) en 2015, comme en 2014 (-0,1 % après un ralentissement de 5,3 % en 2013). Certains secteurs enregistrent des niveaux de croissance satisfaisants mais, globalement, l'économie hors nickel ne progresse pas en 2015. Les secteurs produisant principalement pour les entreprises (services aux entreprises et autres industries) sont en difficulté. Le commerce de son côté ne profite pas de la croissance maintenue de la consommation des ménages et sa valeur ajoutée baisse cette année (-1 %). Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration profite d'une nouvelle hausse du tourisme (+6 % d'arrivées) et les services aux ménages sont bien orientés, notamment la santé et l'action sociale.

Le BTP reste à un niveau d'activité plus faible que celui engendré par une période de croissance atypique. Cette branche d'activité perd plus de 1 000 emplois depuis 2011.

## Le commerce extérieur

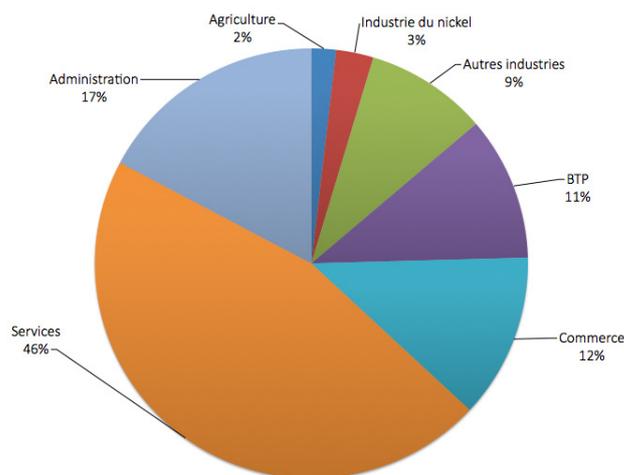
Pour la cinquième année consécutive les exportations progressent en volume (+14,3 %) sous l'impulsion des ventes de produits du nickel tandis que les importations, hors effet-prix, sont au même niveau qu'en 2014.

En valeur, la balance commerciale<sup>6</sup>, structurellement déficitaire, se dégrade cependant légèrement, passant de -155 milliards de F.CFP à -157 milliards de F.CFP, en raison d'effets-prix importants. Si les importations diminuent en valeur de 7,7 milliards de F.CFP suite à la baisse des cours du pétrole, les exportations diminuent de 10 milliards de F.CFP, conséquence de la chute des prix des produits du nickel.

Le déficit de la balance des services<sup>7</sup> se réduit sous l'effet de la hausse des exportations liées au tourisme et de la baisse des importations de services aux entreprises consécutives à la fin des travaux de l'usine du Nord.

## Le poids du nickel diminue au profit des services

Répartition sectorielle de la valeur ajoutée



Sources ISEE, Comptes économiques, CEROM

### AVERTISSEMENT METHODOLOGIQUE

#### Les comptes rapides : une première estimation de la croissance

Cette publication s'inscrit dans le cadre du projet Comptes rapides pour l'Outre-Mer (CEROM) mené dans les économies ultramarines. Les comptes rapides reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les derniers comptes définitifs publiés et par les premières données disponibles pour les années suivantes. Il s'agit de la dixième publication d'un compte rapide pour la Nouvelle Calédonie. Chaque année, les taux de croissance des années entre les derniers comptes définitifs (ici 2011) et les comptes rapides (ici 2015) sont à nouveau estimés, en intégrant de nouveaux inputs (données nouvelles et révisées). Les comptes rapides peuvent donc faire l'objet d'une révision à chaque nouveau compte rapide publié, puis lorsque la totalité des données utilisées pour les comptes définitifs sont connues.

#### Le modèle TABLO adapté à la Nouvelle Calédonie : MODELISEE

Le modèle TABLO est un modèle de type input-output quasi-comptable qui permet de projeter le dernier TES (Tableau des Entrées-Sorties) disponible de la comptabilité nationale en fonction d'hypothèses à propos de l'évolution de l'offre et de la demande et des dernières données disponibles. Ce modèle est construit avec 23 produits et 14 branches. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Au cours de son utilisation, des améliorations ont été apportées : remplacement des données estimées par des données définitives disponibles, meilleure prise en compte des investissements exceptionnels liés à la construction des usines. Les résultats de ce modèle restent étroitement dépendants du passé, des hypothèses, et de la quantité des données définitives disponibles.

### DEFINITIONS

<sup>1</sup>La **croissance réelle** est une mesure de l'évolution du PIB qui exclut les variations des prix. Elle permet ainsi d'isoler l'évolution de l'activité (approche volume) de l'évolution des prix.

<sup>2</sup>Le **produit intérieur brut** (PIB) est le principal agrégat mesurant l'activité économique. Il correspond à la somme des valeurs ajoutées (VA) brutes nouvellement créées par les unités productrices résidentes une année donnée, évaluées au prix du marché.

<sup>3</sup>La **consommation des ménages** inclut tous les biens et services acquis par les ménages résidents. Si on rajoute la consommation des administrations publiques, on obtient la consommation finale.

<sup>4</sup>L'**inflation** permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. Les 13 000 relevés de prix mensuels de ces produits, déterminent l'Indice des Prix à la Consommation (IPC). Pour les comptes rapides, c'est l'évolution de l'IPC en moyenne annuelle qui est utilisé.

<sup>5</sup>Le **taux d'investissement** est le rapport entre l'investissement et la valeur ajoutée totale. Pour les comparaisons internationales, le ratio est souvent limité à l'investissement des entreprises.

<sup>6</sup>La **balance commerciale** est le compte qui retrace les échanges des biens exportés et des biens importés. Si l'on y inclut les échanges extérieurs de services, on parle de **balance des biens et services**.